

Paris, le 16 avril 2021

URGENCE POUR LES STAPS, LEURS ÉTUDIANT·ES ET PERSONNELS !

Ce sont autant d'étudiant·es, de personnels ainsi que nos organisations qui tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme sur les conditions particulièrement dégradées, indécentes dans lesquelles ils évoluent.

La filière STAPS accueille aujourd'hui près de 70 000 étudiant·es et souffre depuis plusieurs années du manque de moyens. En 10 ans, le nombre d'étudiant·es arrivant en L1 a été multiplié par deux (+100 %) quand le nombre d'enseignant·es n'a augmenté que de 30 %. Elle est l'une des plus demandées et les besoins de formations aux métiers du sport, d'offre d'APSA, sont incontournables dans notre société.

Fermetures annoncées pour la rentrée 2021

Au-delà de la violence et de l'indécence des annonces, les fermetures de la 3^{ème} année de licence Éducation motricité (EM) à Evry ou celle de la 1^{ère} année du MEEF EPS à Valenciennes, qui empêcheraient de fait la poursuite d'étude en année supérieure pour nombre d'étudiant·es, témoignent de ce manque de moyens. Une situation analogue à l'UPVD Font Romeu se profile à terme, et dans nombre de STAPS (Amiens/Réunion/Lille/Paris XIII/Caen/Le Mans...), la crise de moyens est là. La mention EM est particulièrement impactée et les effets de désertion à terme sont à craindre.

Pour répondre aux enjeux, la formation STAPS doit retrouver des conditions décentes d'enseignement, de formation et de recherche, c'est pourquoi, nos organisations revendiquent :

- un recrutement d'au moins 1 500 titulaires enseignant·es-chercheur·es, enseignant·es et/ou personnels administratifs ;
- un plan de construction de locaux pour les STAPS ;
- un plan pluriannuel massif de recrutement d'enseignant·es d'EPS titulaires via le CAPEPS pour faire face aux besoins ;
- un plan de construction d'installations sportives HQE.

Le sous-investissement chronique des gouvernements dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche provoque des situations inextricables de gestion de la pénurie et/ou de réduction des moyens. Les conditions de travail des personnels sont fortement dégradées et intenable à terme.

La demande de la jeunesse doit être satisfaite

Une autonomie sans égalité ni solidarité de moyens conséquents apportés par le ministère pour la nécessaire élévation du niveau de formation et de qualification de la jeunesse, constituent inévitablement des choix dramatiques. Le SNEP et le SNESUP (FSU) demandent des réponses concrètes du gouvernement.

Ce non-investissement public coutera au final très cher au pays ! ■